



LE MANIFESTE

Bulletin n° 36 - mai / juin 2026 - Bimestriel - 1 €

« Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté. » Antonio GRAMSCI



ÉDITO

Non, nous ne paierons pas la crise pétrolière !

La guerre d'agression déclenchée contre l'Iran le 28 février dernier par les Etats-Unis et Israël a des conséquences humaines directes pour les peuples du Moyen-Orient, mais aussi des conséquences sociales pour la classe travailleuse ici en France. Cette guerre a entraîné la fermeture du détroit d'Ormuz et l'arrêt total du trafic dans le Golfe persique, affectant environ 20% de l'approvisionnement quotidien mondial en pétrole. Il s'agit de la plus importante perturbation de l'approvisionnement depuis les « chocs pétroliers » des années 1970, avec l'Asie comme première victime (84% des expéditions de pétrole brut passant par le détroit sont destinés à l'Asie) mais aussi l'Europe: la flambée des prix du baril a été aussitôt répercutée sur les prix à la pompe, avec l'essence SP95-E10 à 2 € et le gazole à 2,20€.

France info, dans une enquête publiée début mai sur les prix, indique que « la hausse des prix du gazole dépasse largement celle du pétrole brut depuis le début de la guerre. Ce décrochage se joue en amont des réseaux de distribution, entre l'extraction du pétrole et sa revente par les compagnies pétrolières sous forme de carburants sur les marchés de gros. » Autrement dit, il y a des profiteurs de guerre! Le Financial Times a révélé aussi que TotalEnergies a réalisé des achats anticipés dès le début du mois de mars, qui ont permis à la compagnie pétrolière française de générer un profit d'un milliard de dollars... Plus globalement, les résultats réalisés au premier trimestre 2026 par TotalEnergies sont impressionnants: le bénéfice net a bondi à 5,8 milliards de dollars, une hausse de plus de 50% sur un an! Ce qui a même conduit le Premier

ministre Lecornu à appeler TotalEnergies « au bon sens »...

Mais le gouvernement Macron reste l'arme au pied. Les taxes, sur lesquelles il pourrait agir directement, représentent pourtant près de 60% du prix de l'essence et du gazole à la pompe. Mais abaisser par exemple la TVA (aujourd'hui à 20%) serait « contraire au droit européen » qui prévoit un plancher de 15% de TVA. L'Espagne et la Pologne, pourtant, ont décidé des baisses de TVA respectivement de 10 et même 8%, décisions dénoncées par la Commission européenne. L'Union européenne sert décidément de gendarme aux intérêts capitalistes.

Cette question est clairement un enjeu de lutte de classe entre le capital et le travail. La classe travailleuse n'a pas à payer les conséquences de l'offensive guerrière de l'impérialisme US contre les peuples qui résistent à sa domination. Les capitalistes français – Total en est le meilleur exemple – doivent prendre sur leurs profits. Si le gouvernement – qui n'est rien d'autre, en régime capitaliste, qu'un « comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise toute entière », pour reprendre les mots du Manifeste communiste de 1848 – ne fait rien, nous devons nous organiser pour empêcher ce vol organisé, pour sauvegarder un pouvoir d'achat qui n'est rien d'autre qu'un pouvoir de vivre. Nous avons nos organisations syndicales pour mener ce combat, nous avons aussi l'organisation communiste, comme moteur de l'action de masse. Sans attentisme, car l'enjeu est immédiat; et sans se contenter de reporter nos espoirs sur le changement de gouvernement, donc sur la Présidentielle, même s'il s'agit là sans aucun doute par ailleurs d'un sujet important, sur lequel nous reviendrons en temps et en heure.

« QUE CELA DEVIENNE UNE HISTOIRE »

Refaat Alareer

S'il est écrit que je dois mourir
Il vous appartiendra alors de vivre
Pour raconter mon histoire
Pour vendre ces choses qui m'appartiennent
Et acheter une toile et des ficelles
Faites en sorte qu'elle soit bien blanche
Avec une longue traîne
Afin qu'un enfant quelque part à Gaza
Fixant le paradis dans les yeux
Dans l'attente de son père
Parti subitement
Sans avoir fait d'adieux
À personne
Pas même à sa chair
Pas même à son âme
Pour qu'un enfant quelque part à Gaza
Puisse voir ce cerf-volant
Mon cerf-volant à moi
Que vous aurez façonné
Qui volera là-haut
Bien haut
Et que l'enfant puisse un instant penser
Qu'il s'agit là d'un ange
Revenu lui apporter de l'amour

S'il était écrit que je dois mourir
Alors que ma mort apporte l'espoir
Que ma mort devienne une histoire



Poète et écrivain né en 1979 à Gaza, Refaat Alareer enseignait la littérature anglaise, et avait cofondé l'association We Are Not Numbers (« Nous ne sommes pas des chiffres »), qui mettait en relation des auteurs expérimentés avec de jeunes écrivains de Gaza.

Un recueil de nouvelles des jeunes auteurs sous le titre Gaza Writes Back (« Gaza répond ») avait été publié par ses soins. Il était profondément pacifiste, comme en témoigne sa conférence sur Tedx.

Il a écrit ce poème en anglais le 1er novembre 2023.

Cet intellectuel gazaoui a été tué dans la nuit du 6 au 7 décembre 2023, ainsi que 7 autres membres de sa famille, lors d'un raid israélien qui a visé sa maison.

Extrait du recueil *Que ma mort apporte l'espoir - poèmes de Gaza* (Libertalia, 2024)

SOMMAIRE

- p. 1-2 : Édito / Le poème
- p. 3-4 : Loi Yadan : la mobilisation les a fait reculer
- p. 4-7 : Interview de notre camarade Lucas, militant à la CGT Énergie-Paris
- p. 7-8 : L'URC en régions : vie des sections
- p. 9 : « Toulon Defense Event » : Nous ne sommes pas de la chair à canon !
- p. 10-11 : Lettre ouverte : « Des ravages du féminisme bourgeois en milieu syndical »
- p. 12 : Un haut moment de la lutte des classes □ Fourmies, 1er mai 1891, n'oublions pas
- p. 13 : Exproprier les spéculateurs : une urgente nécessité
- p. 14 : Iran : Première étape de l'écroulement occidental ?
- p. 15 : Sommet «Africa-France» au Kenya : redéploiement de l'impérialisme français en Afrique orientale
- p. 16 : À écouter/ à lire

LOI YADAN : LA MOBILISATION LES A FAIT RECULER

Après des mois de mobilisation, la «Loi Yadan» a été retirée et ne sera pas votée. Elle était portée par la députée macroniste des Français de l'étranger, Caroline Yadan, qui a depuis 2024 remplacé l'abject Meyer Habib pour représenter les ressortissants français — dans les faits des colons — vivant dans l'entité sioniste. Sous prétexte de lutter contre l'antisémitisme, elle proposait en réalité de censurer et de criminaliser le soutien à la juste lutte de libération nationale du peuple palestinien et la critique du sionisme.

« Cette haine de l'Etat d'Israël est aujourd'hui consubstantielle à la haine des Juifs. L'appel à la destruction de cet Etat, parce qu'il forme un collectif de citoyens juifs, est une manière détournée de s'attaquer à la communauté juive dans son ensemble. »

L'amalgame entre antisémitisme et antisionisme était clairement assumé dans le texte de loi. Ce n'est pas nouveau: les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, tentent depuis longtemps de faire taire les critiques d'Israël par l'intimidation politique, en utilisant l'accusation d'antisémitisme comme un rayon paralysant.

Les forces politiques que la bourgeoisie française a identifiées comme ses ennemies en font régulièrement les frais. Rima Hassan et la France Insoumise en sont de parfaits exemples, de même que l'ensemble des militants ayant fait l'objet de campagnes de diffamation et de procès judiciaires.

Car, lorsque les opérations de dénigrement ne suffisent pas, la répression judiciaire prend le relais. Si pendant longtemps, c'était la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions) qui était visée, depuis le 7/10/2023, toute recontextualisation historique de la résistance palestinienne fait l'objet d'une requalification en apologie du terrorisme.

Comme toujours en situation coloniale, on tente d'inverser bourreau et victime, de faire du peuple palestinien le coupable de son propre supplice et d'absoudre les sionistes de leurs crimes.

En avril, une pétition officielle demandant le retrait de la loi Yadan a réuni plus de 700 000 signatures, forçant, selon les règles de la démocratie bourgeoise, l'Assemblée nationale à l'examiner. Sans

surprise, nos « élu.e.s » défenseurs du capitalisme ont rempli leur rôle historique: ne pas écouter la volonté du peuple, mais défendre leurs propres intérêts. La pétition n'a donc pas été examinée, même si elle a fait grand bruit. Nous connaissons les limites des outils pacifiques et citoyens comme les pétitions, mais s'ils ne font pas changer le rapport de force, ils peuvent en être le



Ceci n'est pas une pastèque...

reflet à un moment donné.

Le gouvernement a donc, sous le poids de la pression publique, été forcé de retirer l'infâme Loi Yadan de l'ordre du jour des débats. Pas par conviction, évidemment, mais au contraire pour revoir sa stratégie, tout en maintenant son objectif de criminalisation du mouvement de solidarité avec la Palestine.

[suite p. 4 =>]

Car le soutien au sionisme, la répression de la résistance palestinienne et de ses soutiens en France n'est pas une option pour la bourgeoisie française, incarnée autant par le pouvoir macroniste que par ses « rivaux » du PS, de LR ou du RN. Le capitalisme-impérialisme mondial est en crise généralisée, et le maintien de la domination du centre impérialiste sur le Moyen-Orient, nœud stratégique absolument central, est dans ce contexte primordial. La bourgeoisie française, suiviste de l'Oncle Sam, a toujours soutenu le sionisme, et assumé toutes ses dimensions criminelles et génocidaires. Elle continuera de le faire, et de combattre les forces de progrès antisionistes.

Le gouvernement a donc immédiatement annoncé qu'il proposerait lui-même un projet de loi, qui reprendra sans doute les éléments centraux de la Loi Yadan. Il espère être plus rapide et discret, et la faire voter pendant les vacances d'été. Communistes, anti-impérialistes, nous continuerons de nous y opposer.

En tant communistes, nous savons qu'il faudra, à terme, remplacer la démocratie bourgeoise par un autre mode de gouvernement permettant une démocratie réelle, soit le pouvoir du peuple par et pour le peuple. Pour autant, en cette période d'accélération du processus de fascisation qui frappe notre pays depuis plusieurs décennies du fait de la crise du capitalisme-impérialisme, **défendre les libertés démocratiques existantes, qui sont le fruit de nos luttes, n'est pas une option.** La répression des mouvements sociaux, la banalisation des discours racistes, les procès contre les syndicalistes, la dissolution d'organisations comme Urgence Palestine ou la Jeune Garde, en sont la preuve. Pour ouvrir un avenir de justice et d'égalité, nous continuerons donc de défendre nos droits démocratiques et de nous opposer à l'impérialisme.

La lutte de libération nationale palestinienne est absolument centrale, et nous la soutiendront jusqu'à son terme. Car nos destins sont liés, et leur victoire sera notre victoire! ■

« ON A UN HERITAGE DE LUTTE TRES FORT. »

INTERVIEW DE NOTRE CAMARADE LUCAS, MILITANT À LA CGT ÉNERGIE PARIS



La lutte des classes se situe d'abord sur le terrain du travail. À la CGT Mines-Énergie, on en sait quelque chose et c'est aujourd'hui notre camarade Lucas qui se prête au jeu de l'interview pour mettre en perspective théorie et pratiques de lutte, mais aussi l'histoire de la lutte des producteurs de l'énergie et du démantèlement de cette fonction publique avec la complicité de l'État. Il sera aussi question entre autres de harcèlement moral, de répression syndicale mais surtout de combativité et d'espoir car selon la devise de ce syndicat : « Nous travaillons, nous produisons, nous décidons ! »

Bonjour Lucas, tu es syndicaliste à la CGT Energie Paris, un syndicat connu pour sa combativité et sa capacité à créer un vrai rapport de force dans l'entreprise. Comment expliques-tu cette combativité, et votre haut taux de syndicalisation ?

Pour expliquer la force du syndicat CGT Energie Paris, il faut déjà revenir sur l'histoire des industries électriques et gazières en France. Avant 1946 et la nationalisation, nourrie par les ambitions du CNR (Conseil National de la résistance) et concrétisée par Marcel Paul, ministre communiste de la production industrielle, il y avait plus d'un millier d'entreprises privées de gaz et d'électricité en France. Mais il y avait déjà eu énormément de luttes des travailleurs de l'énergie, sous l'égide notamment d'une fédération CGT (unique syndicat de l'éclairage naît en 1905). Cette dynamique qui pousse à organiser les travailleurs par branche et pas par entreprise se retrouve dans la charte d'Amiens en 1906. Donc, la combativité dans le secteur de l'énergie ne date pas d'hier.

Pourtant, 1946 marque un tournant parce qu'en réalité, Marcel Paul ne s'est pas contenté d'étatiser le secteur de l'énergie. Il a créé le statut des électriciens et gaziers et a imposé que les 1% minimum du chiffre d'affaires de la nouvelle entreprise, que l'Etat avait accordés aux anciens propriétaires privés en compensation de l'expropriation, soient aussi reversés aux travailleurs. Ça a permis la création des activités sociales — aujourd'hui la CCAS (Caisse Centrale des Activités Sociales) — au sein de l'énergie, une énorme structure gérée uniquement par les travailleurs de l'énergie eux-mêmes, *via* les syndicats. Car il avait un projet très clair : c'étaient les travailleurs qui, à terme, devaient gérer l'entreprise.

Mais les activités sociales, ce n'est pas la gestion de l'entreprise. En quoi est-ce un pas vers la gestion de la production par les travailleurs ?

La première raison, c'est parce que la CCAS est gérée uniquement par les agents. Et vu sa taille, c'est peu ou prou une école de gestion ouvrière. La deuxième raison, c'est que la CCAS, ce sont une multitude d'espaces de sociabilité ouvrière,

dont tous les travailleurs peuvent bénéficier, dans lesquels ils se réunissent, parlent de l'entreprise, mais aussi de politique, etc. C'est donc une porte d'entrée privilégiée vers le syndicalisme. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles les patrons ont toujours voulu récupérer à la fois les 1% et la gestion de la CCAS. Ils ont d'ailleurs réussi à le faire entre 1951 et 1964. La gestion ouvrière n'est donc jamais acquise. C'est toujours un enjeu de lutte.

Depuis les années 90, le secteur de l'énergie en France a été largement libéralisé. Tu peux nous expliquer rapidement comment ça s'est passé ?

A partir des années 80, avec la création du marché commun puis de l'UE, une pression a commencé à s'exercer pour la libéralisation des entreprises nationales. Ces projets de privatisation de tous les monopoles nationaux se sont concrétisés dans l'énergie dans les années 2000-2005. Pour ça, les gouvernements libéraux ont commencé par séparer les filières gaz et électricité, puis ont divisé les deux entités en plusieurs secteurs séparés : la production, le transport, la distribution et la commercialisation. Parallèlement, ils ont donné la possibilité juridique aux entreprises européennes privées d'utiliser les réseaux d'énergie nationaux. Ils ont ensuite libéralisé progressivement le secteur de la fourniture d'énergie en permettant aux gros consommateurs puis aux particuliers de se fournir chez des fournisseurs privés, qui se sont mis à pousser comme des champignons. Puis en 2010 la loi NOME a été votée. Elle a permis la création de l'ARENH, qui oblige EDF à vendre sa production à ses concurrents sur le marché de l'énergie, au prix calculé par le CRE (Comité de Régulation de l'Energie), en accord avec la législation française. EDF a donc été obligé de vendre sa production en-dessous du coût de production.

Ensuite, ils ont entamé une politique de filialisation et de sous-traitance. Ça a commencé dans les années 90 par toutes les activités « annexes » comme les garagistes qui travaillaient pour EDF-GDF et qui étaient des agents à statut mais aujourd'hui, même le « cœur » du métier est touché : relevés de compteur, creusage des

tranchées, installation des boîtiers de dérivation, etc. De très nombreux travailleurs de l'énergie ont donc, *de facto*, perdu le statut, qui n'était pas seulement plus protecteur que le reste du droit du travail mais qui était la reconnaissance du rôle central de ces travailleurs dans la production, avec les droits associés.

Et quelles conséquences ça a eu sur les usagers ?

Pour les usagers, ça a été incompréhensible : ils ne comprenaient plus qui faisait quoi, quelle était la différence entre les entreprises, etc.

Cela a aussi impacté la qualité des services rendus : deux interventions différentes pour le gaz et l'électricité, des délais rallongés suite à la séparation des entreprises qui gèrent le réseau et le commerce, etc. Ça a eu aussi des conséquences sur le prix des factures dans le contexte d'une crise économique et géopolitique majeure et de spéculation massive.

Comment le syndicat a réussi à résister à tout ça ?

La première chose, c'est que nous sommes restés un syndicat de branche, ce qui nous a permis de maintenir le lien inter-entreprise. Mais ça a quand même compliqué nos capacités de mobilisation. Par exemple, sur les augmentations annuelles, vu que les négociations sont séparées, c'est difficile de partir en lutte tous en même temps. Ça donne aux agents l'illusion qu'ils n'ont pas les mêmes intérêts. On doit également mener une bataille parallèle auprès des directions pour justifier une légitimité de présence dans toutes les entreprises.

Mais quand même, on arrive à faire en sorte que les agents de différentes filiales partent en lutte sur les mêmes sujets,

même si elles n'ont pas lieu en même temps. Et ça, c'est grâce à l'unité du syndicat : on communique sur les luttes gagnantes dans une entreprise, on incite les camarades à mener les mêmes combats dans les autres, etc. Communiquer sur les victoires motive les camarades.

Et qu'est-ce qui fait que ça tient quand même ?

Le statut en commun, avec une grille de rémunération commune, les activités sociales et l'unité du syndicat qui fait la jonction. Notre point fort, à la CGT Énergie, c'est qu'on a un héritage de lutte très fort étroitement lié aux moyens matériels (heures de détachement, activités sociales, etc.) conquis en 1946. Quand un salarié rentre dans l'énergie, il entre dans un environnement marqué par l'histoire des luttes et des victoires syndicales qu'il peut concrètement mesurer.



Un air connu chez les camarades de la CGT Énergie...
<https://fnme-cgt.fr>

Les syndicalistes sont-ils plus réprimés qu'avant ?

En Ile-de-France, la filière gaz est particulièrement réprimée syndicalement. En réalité, cela annonce la volonté de faire disparaître l'exploitation de cette énergie en France et cela commence par la suppression des fortes têtes syndicales.

La répression passe aussi par la réduction des heures de mandats et aussi par une nouvelle forme de répression assez insidieuse qui consiste à harceler les collègues individuellement. Maintenant, on se prend des avertissements pour tout. Dès qu'on élève la voix, on est rappelé à l'ordre. On a un camarade, par exemple, qui a été licencié au motif qu'il a "jeté un gobelet d'un geste agressif dans la poubelle et a regardé le représentant de la direction avec un regard ostentatoire". Toute expression politique, quelle qu'elle soit, fait l'objet de menaces de sanctions.

L'objectif est de nous cantonner à une forme spécifique de syndicalisme, un syndicalisme de compromission. Ils veulent qu'on traite les dossiers uniquement dans les instances, qu'on reste sur leur agenda, qu'on arrête de porter nos propres dossiers et nos propres luttes, qu'on ne parle pas au personnel. Et surtout, ils refusent toute parole politique. C'est une sorte de syndicalisme neutralisé.

A l'inverse, pour nous à la CGT Energie Paris, le syndicalisme, c'est un outil pour changer le mode de production. Mais il ne peut pas y arriver seul car il a beaucoup de limites, notamment la difficulté de lier les luttes syndicales locales et tout ce qu'il se passe au niveau national et international, la limite aussi de la formation théorique sur la crise du capitalisme, l'impérialisme, etc.

Pourtant, l'interpro et l'internationalisme sont l'ADN de la CGT, non ?

En théorie, oui, mais les luttes immédiates sont le cœur de notre activité et elles sont trop prenantes en termes de temps. On est avalés par cette contradiction : pour garder les collègues mobilisés, il faut les lancer sur des améliorations immédiates, et on ne prend pas suffisamment le temps pour penser la stratégie globale. Cette contradiction est renforcée par l'attaque sur nos moyens comme les heures syndicales (mise en place des CSE), les activités sociales, la répression, etc.

Il y a aussi une limite idéologique du syndicat aujourd'hui, qui n'est plus impulsé par une organisation politique révolutionnaire de masse et de classe ayant une véritable vision politique globale, comme c'était le cas à l'époque de Marcel Paul.

En fait, nous voulons nous adresser aux collègues et non pas aux tauliers en utilisant le syndicat comme un outil pour la politisation des travailleurs et pour l'organisation collective de la lutte. D'où l'importance des activités sociales. Mais cette approche politique doit être complétée par un parti par un véritable parti de lutte de classe : un parti communiste. ■



ALSACE - Actions pour Cuba

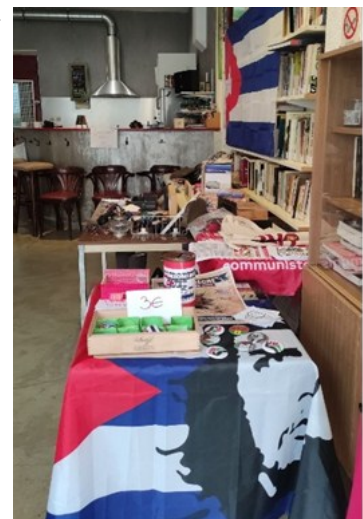


Avec l'ambassadeur lors de la conférence du 29 avril

L'urgence à Cuba, suite aux annonces de Trump en janvier, demande d'agir avec des actions concrètes. Les militants de la section ont choisi de faire un don de 1200 € à l'association Résistance et Solidarité, pour envoyer du matériel médical à l'hôpital de Santiago de Cuba.

Depuis février 2026, l'URC Alsace est membre actif du collectif « **Cuba no está sola Strasbourg** ». Nous y avons mené plusieurs activités : une manifestation place Kléber le 11 avril, plusieurs tracts pour informer sur la situation de Cuba et les activités du collectif, une friperie solidaire le 18 avril avec la Maison de l'Amérique Latine, et une conférence le 29 avril avec l'ambassadeur de Cuba en France, Otto Vaillant Frías, et des eurodéputés de « The Left », comme Emma Fourreau et Anthony Smith.

Nous avons organisé une autre friperie solidaire le dimanche 24 mai, et nous participerons à la fête de l'Humanité du Bas-Rhin.



BOUCHES-DU-RHÔNE - Marseille / Martigues



Le 28 avril est, depuis 2003, la Journée mondiale de la santé au travail. Dès le début et en toute logique, la CGT s'est emparée de cette journée — incontournable dans un pays où le capitalisme fait un mort par jour dans la construction, au moins 1300 morts par an, sans compter les précaires et les sans-papiers et autres travailleurs invisibilisés. Dès leur création, l'ANC puis l'URC se sont elles aussi emparées de cette question. Non seulement par solidarité mais aussi pour ouvrir, avec les travailleurs concernés, des perspectives pour mettre fin à ce fléau.

Au terme d'une journée marquée par les actions, en particulier dans la construction et la chimie, une table ronde nationale publique (visible sur notre chaîne YouTube) a été organisée à Marseille. A n'en pas douter cette journée aura des suites.

La mort au travail ça suffit !



8 et 9 mai 2026, Journées de commémoration pour les communistes du Nord



Depuis près de 30 ans, les camarades de l'URC Nord se rassemblent chaque année autour de deux événements au cimetière d'Haubourdin : hommage aux tirailleurs africains et aux soviétiques qui ont donné leur vie pour combattre les nazis sur notre territoire. Cette année, les deux événements ont été conduits respectivement les 8 et 9 mai (journée officielle en Russie).

Le 8 mai nos camarades étaient avec le Comité des Sans Papiers 59 qui, comme chaque année depuis 25 ans, organise une marche de Lille jusqu'au cimetière d'Haubourdin (6 km), où reposent des « tirailleurs » de l'empire colonial.

Le 9 mai ils ont rendu hommage aux soviétiques avec Mémoire Russe, association d'immigrés russes. C'est un moment solennel qui nous rappelle que la victoire contre le nazisme n'aurait jamais eu lieu sans l'engagement décisif de l'URSS et la détermination des communistes.

Le « devoir de mémoire », souvent mis en avant dans les medias *mainstream*, occulte souvent l'apport décisif de l'URSS dans la victoire mais aussi celui de ces « tirailleurs » dans la libération de la France.

A chacun de ces deux temps de commémoration, l'URC a pris la parole pour rappeler ces vérités « oubliées ».



NOUS NE SOMMES PAS DE LA CHAIR A CANON !

Le 23 Avril 2026 s'est tenu le « Toulon Défense Event » contre lequel la CGT a appelé à un rassemblement pacifiste. Cette initiative, organisée conjointement par France Travail, le CIRFA (centre d'information et de recrutement des forces armées, piloté par le ministère de la « Défense ») et l'ensemble du Réseau pour l'emploi visait à pourvoir 5000 postes...

Au-delà de son aspect idéologique, qui vise à mettre en valeur l'augmentation du budget militaire de la France comme créateur d'emplois, cette initiative constitue un véritable saut qualitatif dans l'économie de guerre. D'une part, car il s'agit du plus grand salon de recrutement de l'industrie militaire depuis des années. D'autre part parce que France Travail a été pleinement impliquée dans son organisation. Enfin, parce que les jeunes — notamment les lycéens — les privés d'emploi et les travailleurs précaires ont été particulièrement ciblés dans la promotion de cet événement.

Nous y sommes donc : désormais, le Service public de l'emploi est ouvertement instrumentalisé afin de pourvoir en main-d'œuvre le complexe militaro-industriel, dans un contexte de chômage de masse et de durcissement drastique des conditions d'indemnisation des chômeurs. Cela s'inscrit dans la droite lignée de la création, le 10 janvier 2026, d'un pôle de recrutement spécifique au sein de France Travail, dédié aux métiers de la « défense », un pôle dirigé par une ancienne générale d'active reconvertie en chasseuse de têtes pour les marchands de canon.

Et ce, alors même que les crédits militaires ont explosé (413 milliards d'euros entre 2024 et 2030 + 36 milliards de rallonge votée en ce moment au Parlement), que les Services publics disparaissent au compte-goutte sous les effets des politiques « d'austérité », que les suppressions de poste se multiplient à France Travail et que les moyens des missions locales ne cessent de diminuer. Les cotisations sociales de l'ensemble des travailleurs de France sont donc utilisées sans vergogne pour remplir les besoins en main-d'œuvre des marchands de canons !

Le message envoyé à la jeunesse est particulièrement grave. Alors que l'Hôpital public, l'Education nationale, comme beaucoup d'autres services publics, souffrent d'un manque de recrutement, l'Etat impérialiste français pourrissant prépare une génération



à accepter de vivre dans un monde en guerre, situation qu'il aura lui-même provoquée.

Le choix de cibler explicitement des collégiens et lycéens n'est pas anodin. Il traduit cette volonté de banaliser la militarisation de la société dès le plus jeune âge et de faire de la précarité sociale un levier de recrutement. A ce titre, dans la droite lignée du SNU, le débat sur le retour du service militaire est particulièrement inquiétant.

L'économie de guerre signifie aussi une remise en cause progressive des conquêtes sociales. Le débat sur les retraites a été directement percuté par cette logique de réarmement. Ainsi, la guerre devient non seulement un marché économique, mais aussi un argument pour imposer austérité, discipline sociale et recul des droits.

Enfin, le « Toulon Défense Event » montre comment l'Etat tente de construire un consensus idéologique autour du militarisme. Démonstrations, stands, communication sur les « carrières », présence massive des institutions : tout est pensé pour rendre acceptable l'idée que l'avenir économique du pays passerait par l'armement !

Ils veulent nous imposer la misère et la guerre, mais nous ne nous laisserons pas faire ! ■

DES RAVAGES DU FÉMINISME BOURGEOIS EN MILIEU SYNDICAL

Ceci est une lettre ouverte à des camarades (femmes), malgré elles représentatives d'un grave danger qui guette le féminisme. Le mépris de classe et la division sévissent partout, faisons le nécessaire pour qu'ils n'aient pas de place dans nos rangs !

Camarades (si on peut encore s'appeler ainsi),

Si je vous écris aujourd'hui, c'est qu'il m'a fallu du temps pour digérer la violence vécue le mois dernier, violence que je savais pouvoir s'insinuer dans nos rangs, tant l'hégémonie idéologique capitaliste est forte, mais que je ne pensais pas prendre ainsi de plein fouet.

J'ai conscience que de votre côté, vous avez le sentiment d'avoir, vous, subi une agression. Et je suis convaincue qu'un tel climat délétère de ressentiment mutuel n'a pas sa place dans mon syndicat. C'est pourquoi j'espère que vous prendrez le temps de me lire, et de réfléchir aux implications de ce qui s'est passé dernièrement.

Lors de notre dernier Congrès d'un syndicat local, vous avez pris la parole au titre du collectif féministe, pour présenter la partie correspondante de notre document d'orientation. Au cours de cet exposé, réalisé par plusieurs camarades femmes, j'ai senti un malaise s'installer dans la salle du Congrès. En effet, les « piques » à destination des hommes ont conduit progressivement nos camarades masculins à un silence total. Si d'habitude les prises de parole — qu'on soit d'accord ou pas avec leur contenu — mènent à des commentaires entre camarades, à des réactions, à ce qui fait la vie d'une assemblée syndicale démocratique, cette fois un mutisme malsain s'est installé. Ce climat délétère, en tant que femme, je l'ai ressenti. En tant que syndicaliste, en tant que féministe, je l'ai subi. Pas longtemps.

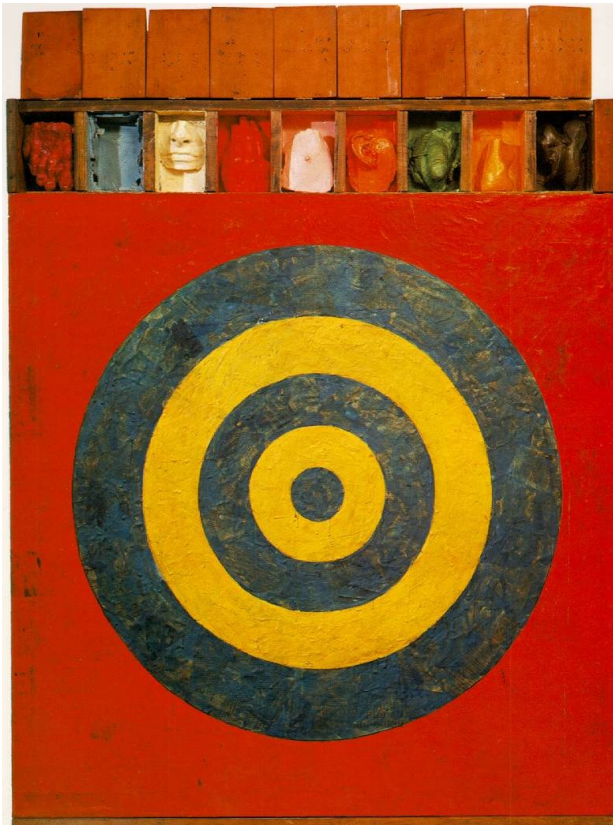
Même si je savais que ce serait dur, même si je savais que j'allais m'exposer à la colère et la rancune de camarades de mon propre syndicat, je ne pouvais pas laisser s'ancrer ce climat malfaisant, ce verrouillage de tout débat — tant il est vrai que lorsqu'un certain féminisme parle, plus aucune parole contradictoire n'est possible : je l'ai malheureusement déjà vécu aux autres niveaux de mon syndicat. Cependant l'objet à ce moment-là,

c'était ce malaise général — et pas seulement chez les hommes — qu'il m'était insupportable de constater chez mes camarades. Alors j'ai pris la parole. Pour dire que dans un syndicat de lutte des classes, la division n'a pas sa place. Quelle qu'elle soit. Que la lutte se mène ensemble, hommes et femmes, et qu'on ne fait pas progresser la cause féministe en développant (au mieux) la méfiance à l'égard de nos camarades hommes. Que les piques à destination des hommes sur le temps de parole étaient mal venues (d'autant plus qu'avant votre intervention, alors que les prises de parole étaient largement ouvertes et minutées de même pour chacun-e, vous avez été très peu, une seule dans mon souvenir, à réclamer le micro).

Dans l'état où j'étais avant de prendre la parole, avec tout ce qu'il m'a fallu rassembler de courage — et oui, contrairement à ce que vous pensez peut-être je ne trouve pas de satisfaction particulière dans le conflit — je n'ai pas été à même de percevoir les réactions de la salle, si ce n'est que lorsque j'ai regagné ma place les applaudissements étaient nourris. Ce n'est qu'ensuite, lorsque des camarades, hommes et femmes, sont venus me remercier chaleureusement, que j'ai compris. Lorsque j'ai senti les camarades se détendre, j'ai compris. J'avais eu raison de le faire.

Ce qui ne m'a pas empêchée de passer la soirée à culpabiliser, tant j'avais conscience que cela avait

dû être dur pour vous aussi. Je me suis promis de vous parler dès le lendemain, deuxième jour de Congrès. Mal m'en a pris. Reçue à mon arrivée sans un bonjour par des reproches, sur un ton assez violent, j'ai compris que toute discussion était pour le moment impossible. J'espère qu'elle le sera plus tard, mais j'ai peu d'espoir. Car ce matin-là, j'ai été reçue entre autres par un : « Tu t'es bien faite applaudir par le Congrès hier ! » (sous-entendu, « Tu es contente de toi ? »). Ce à quoi j'ai répondu que cela devrait conduire le Collectif féministe à s'interroger... Je n'ai récolté qu'un « Tu n'as rien compris. »



JASPER JOHNS, « La cible », 1955

Alors je vous le répète ici camarades, si je n'ai rien compris, c'est tout le Congrès qui m'a fait part de son approbation qui n'a rien compris. Ce sont les camarades que vous avez mis mal à l'aise et qui se sont sentis libérés par ma prise de parole qui n'ont rien compris. Selon vous, tout un Congrès rassemblé pour construire la lutte ensemble n'a rien compris... Il faut espérer que vous, vous comprendrez un jour ce que mépris de classe veut dire. Que tu percevras la violence imposée à toute une assemblée, par des camarades qui dénoncent – à juste titre – les violences matérielles et symboliques que subissent les femmes.

Et qu'on pourra enfin discuter, débattre, saine-ment. Je sais que ce n'est pas pour tout de suite, car je sais que vous ne voulez pas de «nous» dans «votre» Collectif. Ce qui pose déjà question. Y a-t-il une seule position autorisée, à l'exclusion des autres ? «Nous, ce sont les camarades qui critiquent les positions de division plus ou moins mi-sandre. Qui osent prononcer l'expression honnie de «féminisme bourgeois». Et qui mettront tout en œuvre pour qu'advienne un féminisme prolétarien, le seul qui prenne en compte celles et ceux qui comptent.

Oui, l'oppression et la libération des femmes est l'affaire de toutes et tous. Car quel camarade, quel homme peut vivre dignement dans un monde dont la moitié est encore en trop de domaines en souffrance ? Dans un système où les relations hommes-femmes sont viciées par l'idéologie capitaliste ?

À la tribune, j'ai dit ce que j'avais sur le cœur, et en fait depuis bien longtemps. Je dois reconnaître que vous n'étiez pas les seules destinataires de mes paroles. J'ai conscience que beaucoup d'entre nous viennent au féminisme après des expériences traumatisantes et intolérables, qu'il faut prendre en compte. Mais on ne défendra les femmes que dans un cadre sain, et sur le plan syndical avec des luttes concrètes, en sortant des postures morales qui ne coûtent rien au système qui nous écrase.

J'ai trop vu les ravages d'un certain type de féminisme, dans notre syndicat et dans le milieu militant en général, pour regretter maintenant d'avoir ainsi pris la parole. Car ce féminisme-là, qui invalide toute autre discours, qui clôt le débat avant même qu'il ait commencé, la parole, il la prend. Partout, sur tous les médias bourgeois. Il nous pourrit la tête. C'est celui qui essaie de nous faire croire que toutes les femmes sont dans le même bateau, contre les hommes et surtout ceux des milieux populaires.

Je ne suis pas dans le même bateau que Thatcher, Borne ou Léa Salamé. Quand une femme prend un poste de pouvoir, je ne me réjouis pas a priori. Mais si elle est de notre camp, je la soutiendrai jusqu'au bout. Tout comme je soutiendrai jusqu'au bout les camarades masculins qui souhaitent se battre à nos côtés, sans les juger lorsqu'ils décon- nent (car ils peuvent déconner) d'un point de vue

féministe, mais en ouvrant la discussion, en les bousculant au besoin, mais en toute «sororité». Sans mépris. Ce qui implique de «chausser les lunettes» (vous aimez bien cette expression) de la lutte des classes, pas celle uniquement du genre.

Ah oui, pour finir... J'ai entendu l'une d'entre vous dire à une camarade qui a tenu la même position que moi : «Qui parle quand tu parles ?»

Outre le dédain intolérable entre camarades que cela implique, cela appelle deux observations. Tout d'abord, un esprit critique digne de ce nom se demanderait quelle idéologie «parle» lorsqu'on véhicule un «féminisme» qui ferme la porte à toute remarque, telle une vérité révélée.

À l'URC, nous construisons notre ligne féministe, nous les femmes de la Commission femmes, ensemble, avec nos lectures, nos réflexions, nos retours sur expériences, individuelles et militantes, et sans fermer la porte au débat.


Ce que, je l'espère, vous arriverez à faire. À vous voir bientôt dans la rue, en réunion, et j'espère dans la lutte des classes.

Votre camarade.



Commission femmes
de l'URC

Contactez-nous !

 urc@communistesdefrance.fr

 @unionreconstructioncommuniste

 URCommuniste

 @URCommuniste



UN HAUT MOMENT DE LA LUTTE DES CLASSES : FOURMIES, 1^{er} MAI 1891, N'OUBLIONS PAS

Le contexte : Fourmies est une petite ville du Nord de la France qui a connu un essor démographique important du fait du développement de l'industrie textile avec 37 filatures de coton. Sa production lainière représentait environ 20% de la production nationale. Ouvrières et ouvriers travaillaient dans des conditions d'insalubrité inimaginables, de 12h à 15h par jour, 6 jours sur 7, pour des salaires de misère (300 à 500 euros mensuels rapportés au coût de la vie actuelle). À tel point qu'une famille ne subsistait qu'à condition que femmes et enfants travaillent. Les ouvrières représentaient 40 à 60% de l'ensemble du salariat de ces industries car leurs salaires étaient deux fois inférieurs à celui des hommes.

En assurant toujours plus de profit à la bourgeoisie, le système capitaliste provoque crise et chômage dans le secteur du textile. Aussi, les ouvrières et les ouvriers répondent par les grèves qui jalonnent la fin de la décennie 1880. En particulier en 1891, avec une grève massive qui éclate en avril.

Suite à la répression meurtrière des manifestations ouvrières de Chicago de mai 1886, l'Internationale ouvrière, en Congrès à Paris en 1889, conclut ses travaux en appelant à faire du 1er mai, une journée internationale de revendication, en particulier pour exiger la journée de 8 heures.

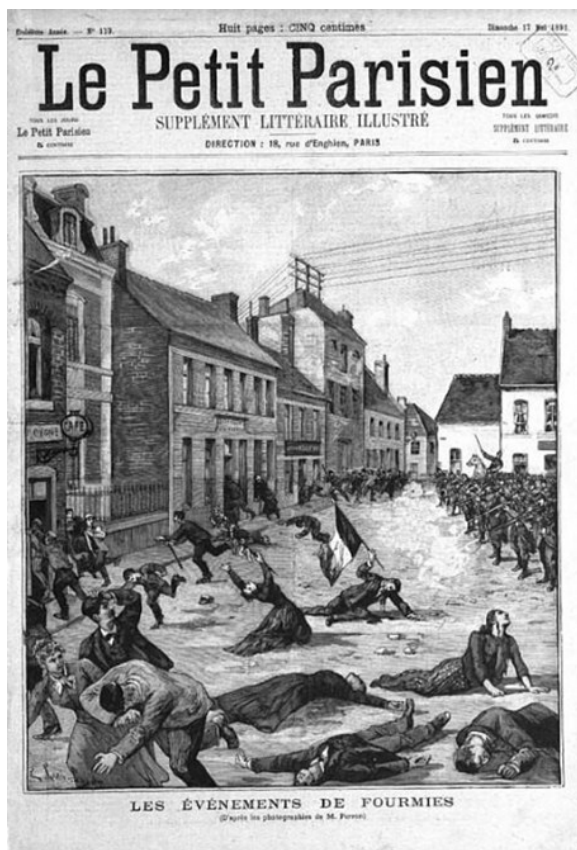
Dans le nord de la France, les Guesdistes (Parti Ouvrier Français fondé par Jules Guesde et Paul Lafargue, ancien soutien de la Commune de Paris) sont très implantés et ouvrent une section locale du Parti Ouvrier afin d'étendre cet appel du 1er mai partout en France.

Cet appel du 1er mai à Fourmies est avant tout pacifique, et se veut être une fête populaire. Il s'agit de porter les revendications ouvrières à la Mairie dans le calme et la dignité. Les patrons y sont bien sûr totalement opposés et le maire de la ville (également patron d'une entreprise) demande le soutien du sous-préfet qui appelle en renfort le 84^{ème} régiment d'infanterie.

Malgré le caractère pacifique du rassemblement, des incidents éclatent et des ouvriers sont arrêtés aux piquets de grève. Les représentants ouvriers sont reçus en Mairie avec leurs revendications. Dans l'après-midi, un rassemblement est dispersé par les gendarmes à cheval. C'est en fin d'après-midi que le drame survient. Une nouvelle manifestation arrive sur la

place de la Mairie et fait face aux soldats. La situation dégénère et les soldats font feu. 9 manifestants âgés de 11 à 30 ans sont tués. Des dizaines seront blessés.

Des manifestants sont également arrêtés et condamnés à des peines de prison. Hyppolyte Culine (responsable local du Parti Ouvrier Français) et Paul Lafargue (responsable national du même parti), considérés comme instigateurs de cette grève, sont condamnés, le premier à 6 ans de travaux forcés, le second à un an de prison (il sera libéré en novembre après son élection comme député).



Cette revendication de la journée de 8 heures sera satisfaite pour la 1ère fois en 1917 par le Gouvernement bolchevique en Russie. En France ce sera en 1919, par crainte d'une grève générale. ■

EXPROPRIER LES SPÉCULATEURS : UNE URGENTE NÉCESSITÉ

La guerre impérialiste et sioniste contre l'Iran, fruit d'un capitalisme en crise mortelle, amplifie un choc économique et énergétique mondial. La spéculation, sur le pétrole d'abord puis sur l'ensemble de l'économie, entraîne explosion des prix, pénuries, restrictions.

En France, l'inflation a doublé tandis que le gazole atteint un sommet historique. Les analystes économiques annoncent une grande vague supplémentaire de liquidation d'entreprises alors que le patronat a déjà détruit près de 250 000 emplois.

Face à la crise dont ils sont à la fois les responsables et les bénéficiaires, les spéculateurs capitalistes — qui pillent les comptes publics — n'hésitent pas : ils vendent, dépècent, désindustrialisent licencient, libéralisent encore davantage dans le seul, unique et obsessionnel objectif : continuer "quoi qu'il en coûte" d'amasser les profits.

Dans un même mouvement, le gouvernement macroniste au service de la bourgeoisie aggravent les politiques brutales d'austérité, amplifient la répression et la casse de nos droits sociaux et de nos libertés, et les médias des milliardaires déversent leur haine raciste et islamophobe, pour détourner la légitime colère du prolétariat.

COMMENT EN FINIR ?

Pour qu'ils s'arrêtent, il faut les arrêter. Pour cela, il faut nous organiser, dans les syndicats, notamment CGT, et au sein de l'URC.

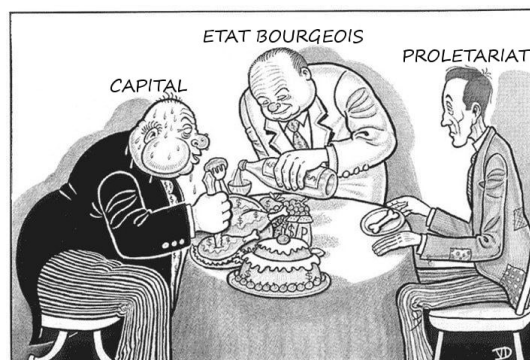
- Organiser pour permettre immédiatement la réponse ouvrière aux agressions permanentes du patronat et de son Etat, dénoncer et empêcher la spéculation des

capitalistes qui s'enrichissent sur notre travail et sur nos vies (augmentation immédiate des salaires, blocage des prix), afin de répondre à l'ensemble des besoins sociaux du peuple : « *De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins.* » ((Karl Marx dans L'Idéologie allemande, 1845-1846) ;

- Organiser pour faire barrage aujourd'hui au projet fasciste de la bourgeoisie qui est en cours, récupérer nos droits sociaux et démocratiques et en conquérir de nouveaux. Dans cet objectif, il nous faut créer et dynamiser les fronts anti-guerre, antifasciste et de défense des droits démocratique partout où nous le pouvons ;

- Organiser au final pour préparer l'offensive révolutionnaire de demain qui brisera la dictature bourgeoise (fermeture de la Bourse, expropriation des entreprises et des banques par la nationalisation) et établira une démocratie réelle à partir des lieux de travail et de production. Pour construire, sous la direction des travailleurs et de leurs organisations, le Communisme, société débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme.

Nos vies ou leurs profits: communisme ou barbarie !



J'adhère à l'URC en renvoyant ce formulaire ou en flashant le qr code

Nom - Prénom :

Courriel :

Numéro de téléphone :

Je souhaite adhérer

Je souhaite simplement prendre contact



Bulletin à renvoyer à :

Union pour la reconstruction communiste (URC), BP 40137, 75863 PARIS CEDEX 18

IRAN : PREMIÈRE ÉTAPE DE L'ÉCROULEMENT OCCIDENTAL ?

Il y a quelques semaines, Trump promettait de "renvoyer l'Iran à l'âge de pierre", de "rayer de la carte en une nuit une civilisation millénaire"... On voit désormais clairement à quel point l'arrogance meurtrière impérialiste se heurte au réel, finalement forcé de "négocier" tout en poursuivant ses attaques, mais aussi à quel point, en face, la résilience, caractéristique bien connue de toute résistance anti-impérialiste, est forte en Iran, comme au Liban, à Cuba ou au Venezuela par exemple.

La résilience est cette capacité de survivre et même de se renforcer suite à un événement dramatique. Ainsi, alors qu'une attaque est assurée, compte-tenu de la structure belliciste même du système capitaliste-impérialiste en crise généralisée, les résistances savent se préparer même avec moins de moyens, mais surtout se renforcent dans l'adversité. Cette conception populaire de la résilience est à l'exact opposé de celle que véhicule l'idéologie dominante par ses nombreux canaux définissant la "résilience" comme la simple capacité à s'adapter à la dégradation des conditions d'existence. Cette conception dominante conduit à opposer résilience et résistance, à promouvoir la première et à dévaloriser la seconde. Après l'humiliation des USA et d'Israël lors de la guerre "des 12 jours" l'année dernière, les attaques barbares sur l'Iran s'avèrent aussi lâches (en plein milieu d'une négociation factice sur des armes nucléaires que l'Iran ne possède pas) que contre-productives (puisque désormais c'est l'ensemble du front pro-impérialiste du Golfe qui s'effondre, fragilisant la domination US et sioniste dans la région).

En attaquant les bases américaines hébergées par les pétromonarchies du Golfe, et leurs infrastructures, Téhéran parvient à briser cette coalition de collaborationnistes et même à fragiliser la colonie appelée Israël, bête fasciste qui poursuit impunément ses bombardements meurtriers à Gaza et au Liban.

L'impérialisme dominant US, mal caché sous le masque d'un "fou imprévisible" (qui peut à la fois "terroriser" ou rendre ridicules les EU, selon les situations) a visiblement tenté le "quitte ou double" en misant sur des actions militaires très

coûteuses mais aux effets incertains : "impressionnantes" en effet, mais sans conséquences réelles, comme on le voit à Caracas comme à Téhéran. On peut mesurer l'importance des victoires d'étape liées à la résilience des pays attaqués : ni à Téhéran, ni au Yémen, ni au Sud-Liban, ni même à Gaza la résistance n'a été détruite. Au contraire, alors qu'après la prise de pouvoir des djihadistes égorgeurs en Syrie, sous la houlette des USA et d'Israël, tous les pronostics sur l'état des forces de ces résistances organisées étaient pessimistes, leur capacité à organiser une stratégie internationale juste (lien avec les puissances contre-hégémoniques russes et surtout chinoises, échec de la normalisation arabe avec Israël, destruction du front pro-US et pro-sioniste dans la région, etc.) montre l'importance de la durée, du respect du Droit International justement (contrastant avec sa remise en cause en Occident en cours de fascisation) et des alliances stratégiques intercontinentales du camp anti-impérialiste.

La course à la guerre n'est bien sûr pas à l'arrêt, au contraire : la bête impérialiste blessée, enragée par sa propre crise systémique et l'imminence d'une crise financière généralisée, se montrera sans aucun doute à l'avenir encore plus agressive et sans limite. Mais se tient aussi, en face, une résistance qui s'organise avec mesure et par étapes.

Rien n'est écrit, et, avec un mouvement pour la Paix et une contre-propagande qui augmenteront encore ses difficultés internes, il est possible que, cette fois, l'Occident impérialiste ne sorte pas indemne des dégâts qu'il a lui-même produit. ■



SOMMET « AFRICA-FRANCE » AU KENYA : REDÉPLOIEMENT DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS EN AFRIQUE ORIENTALE

Alors que le Kenya est traversé depuis plus d'un an par une vague de mécontentement massive, la France a tenu les 11 et 12 mai son premier sommet franco-africain dans l'ex-«perle de la couronne britannique en Afrique»...

Deux raisons expliquent ce déplacement géostratégique des appétits de Paris: les résistances importantes au néocolonialisme français dans l'ex-pré-carré du Sahel et d'Afrique occidentale et centrale, et sa volonté de jouer le rôle « d'allié indispensable » pour l'implantation de l'OTAN dans la vaste zone que l'impérialisme US a défini sous le nom d'« IndoPacifique ».

Elle cherche ainsi à démontrer qu'elle est utile à toutes les politiques du bloc impérialiste le long de l'axe qu'elle contrôle (Djibouti, Mayotte, îles éparses, Réunion, Kanaky, Wallis et Futuna, Polynésie, Clipperton), ce qui explique déjà sa présence en mer de Chine méridionale.

Avec ce sommet, Macron a inauguré en Afrique sa « politique mondiale », « en même temps » qu'il tente de préserver une présence en Afrique occidentale qui n'a produit depuis les années 1960 que régressions, répressions, terrorisme et migrations forcées en République centrafricaine, en Libye, au Mali, etc.

Alors que le Kenya est déjà le premier client des produits français en Afrique anglophone, des accords léonins de coopération économique et militaire qui permettront de déployer des soldats français sur le territoire kenyan viennent d'être signés.

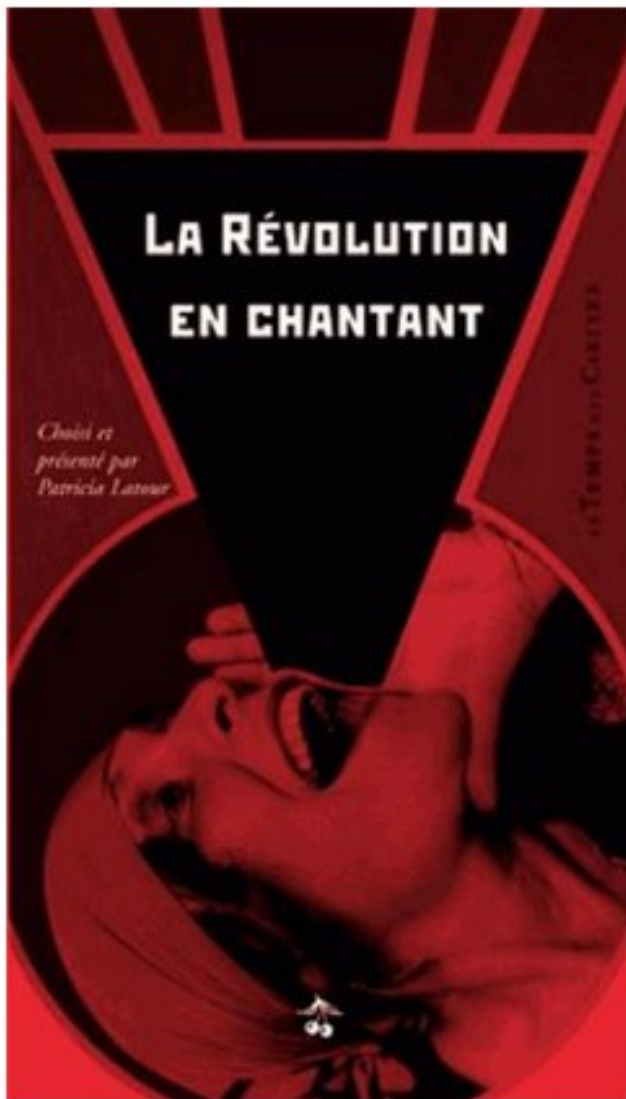
L'objectif est d'intervenir en Somalie sous prétexte de combattre le terrorisme et de sécuriser le détroit de Bab el Mandeb et la mer Rouge.

La présence militaire française facilitera la répression menée par le gouvernement kenyan contre son peuple, comme le montrent les massacres qui ont suivi les vagues de mobilisations populaires opposées au « Finance Bill » imposé à Nairobi par le FMI, avec en particulier l'arrestation du se-



crétaire général du Parti communiste kenyan marxiste.

C'est pourquoi les organisations africaines ont réuni les 11 et 12 mai un contre-sommet du PASAI (Sommet panafricain contre l'impérialisme) qui a réuni plus d'une soixantaine de participants. Nous, anti-impérialistes de France, nous devons pour notre part organiser la lutte pour exiger la fin des mécanismes de domination néocoloniale (bases militaires, franc-CFA, « accords de coopération », organismes financiers impérialistes) et la décolonisation effective de Mayotte, des îles éparses, de la Réunion, de la Kanaky, de Wallis et Futuna et de la Polynésie. ■



RECUEIL - *La révolution en chantant*, chants choisis et présentés par Patricia LATOUR

Ce recueil regroupe les textes de 77 chants et chansons révolutionnaires, dont certains sont des grands classiques à se réapproprier, et d'autres sont un peu moins connus. Certains sont présentés dans leur version originale (espagnol, italien, allemand ou portugais) accompagnés de leur traduction en français. Comme l'explique Patricia Latour dans l'introduction, il ne s'agit pas de provoquer la nostalgie mais de faire circuler ces chants afin de participer le plus largement possible à la diffusion de la culture de la lutte. A conseiller sans hésiter pour animer les manifs et/ou autres banquets rouges en chantant en chœur le poing levé !

Editions Le Temps des Cerises, 1996
Réédité plusieurs fois (12 €)

“La lutte est belle, chants de révolte d'hier et d'aujourd'hui”, l'album des 130 ans de la CGT

Un CD de 19 titres interprétés par une trentaine d'artistes sorti en septembre 2025, à l'occasion du 130^{ème} anniversaire de la CGT.

Au menu : des reprises réarrangées de chants de lutte connus et des compositions originales de divers styles pour accompagner nos luttes sociales et nos revendications.

On y retrouve plusieurs générations d'artistes en langue française comme Les Ogres de Barback, les Vulves Assassines, mais aussi Gauvain Sers, Cali, Mathilde, Corinne Masiero, Guillaume Meurice, Mouss et Hakim, Les Goguettes ou Planète Boum Boum.

L'album est disponible à la commande sur le site de la NVO de la CGT (NVO.fr) ou peut être écouté sur toutes les plateformes de streaming habituelles.

Objectif : casser les oreilles des patrons avec nos chansons dans la joie et avec combativité !



2025, La Vie Ouvrière / Contrepied Productions / la CGT (20 €)

